

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 284/ Septembre 2019

# TENDANCES CONJONCTURELLES

## 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2019

### Une économie dans l'expectative

#### Un climat des affaires toujours dégradé mais en légère hausse

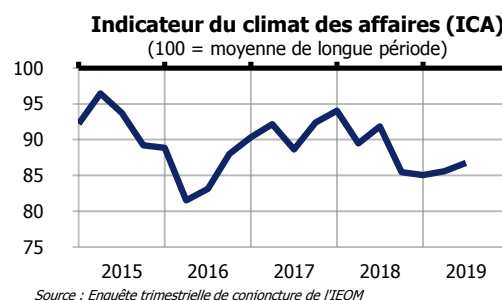
Depuis la chute enregistrée au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, l'indicateur du climat des affaires (ICA) reste ancré autour d'un niveau historiquement bas, reflet d'un contexte économique fragilisé et marqué par des incertitudes persistantes. En légère hausse au 2<sup>e</sup> trimestre 2019 (+1,2 point), il s'établit à 86,8, soit plus de 13 points au-dessous de sa moyenne de longue période.

La baisse (-0,6 pts) de la composante passée de l'ICA met en exergue une dégradation de la conjoncture sur le 2<sup>d</sup> trimestre. Le solde d'opinion portant sur la trésorerie (au plus bas historique) et l'accélération de la croissance de la demande de crédit de trésorerie auprès du secteur bancaire soulignent une probable intensification des tensions financières rencontrées par les entreprises.

En revanche, la composante future de l'indice s'améliore (+1,8 pts), signalant que les chefs d'entreprise entendent une moindre dégradation de la conjoncture, voire une amélioration, notamment en ce qui concerne leur activité future.

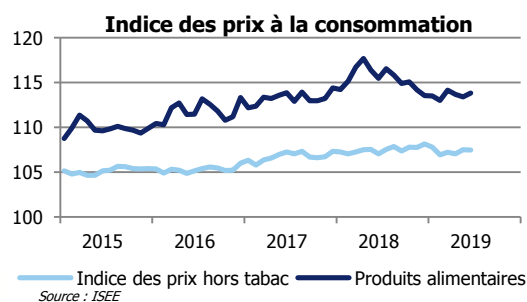
L'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques confirme que l'activité économique reste atone. L'emploi et la consommation des ménages stagnent, alors que la contre performance des exportations de nickel sur le trimestre tant en volume qu'en valeur pèse sur la balance commerciale. Par ailleurs, l'activité bancaire montre également des signes de ralentissement, en dépit du contexte de taux d'intérêt bas. L'investissement résiste toujours, soutenu par des commandes ciblées, mais reste à la recherche de moteurs de relais et de visibilité.

L'analyse sectorielle reflète également une conjoncture peu porteuse. Seul le secteur du tourisme tire son épingle du jeu puisque la fréquentation touristique enregistre une nette hausse.



#### Les prix à la consommation se stabilisent

Au second trimestre 2019, l'indice général des prix à la consommation (IPC) reste globalement stable. Après plusieurs trimestres de baisse consécutive, les prix de l'alimentation se stabilisent également (+0,1 % par rapport au trimestre précédent). L'indice des prix des produits manufacturés et des services recule légèrement (respectivement -0,2 % et -0,3 %). En revanche, les prix de l'énergie sont en hausse ce trimestre (+2,0 %), en lien avec l'augmentation des prix de l'essence, du gazole et du gaz.

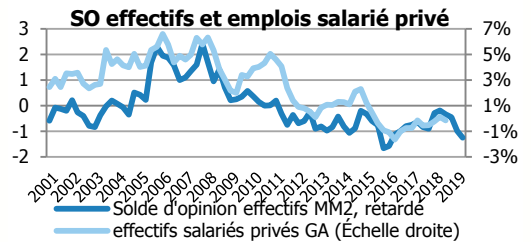


En glissement annuel, l'appréciation des prix du tabac (+2,1 %) a tiré l'indice général des prix à la hausse (+0,5 %). La croissance de l'indice des prix hors tabac sur un an est nulle. Parallèlement, les prix des biens alimentaires baissent pour le deuxième trimestre consécutif : -2,5 % sur l'année. À l'inverse, l'indice portant sur les produits énergétiques confirme sa tendance à la hausse : +2,7 % en glissement annuel.

## Une situation de l'emploi privé globalement stable, mais contrastée selon les secteurs

Depuis le second semestre 2017, l'emploi salarié privé ne progresse plus. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2019, il s'inscrit en légère baisse (-0,1 %, corrigé des variations saisonnières), avec une situation par secteur contrastée. Les secteurs de la construction, du commerce, et de l'agriculture continuent de perdre des emplois salariés (respectivement -331, -71, -63 emplois sur le trimestre). À l'inverse, les activités de services et industrielles sont plus dynamiques et enregistrent des progressions de 0,3 % et 0,5 % respectivement sur le trimestre (soit 84 et 71 emplois).

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, les chefs d'entreprise répondant à l'enquête de conjoncture sont plus nombreux qu'au 1<sup>er</sup> trimestre à déclarer une baisse de leurs effectifs. Les soldes d'opinion portant sur l'emploi du trimestre passé comme sur le trimestre à venir continuent de se dégrader. Cette tendance est confirmée par la croissance du nombre de chômeurs indemnisés : ils sont 2 312 ce trimestre, soit 55 de plus qu'au 1<sup>er</sup> trimestre (+2,5 %, données CVS). Le secteur des services paraît le plus affecté : après plusieurs trimestres positifs, les chefs d'entreprise du secteur déclarent que la situation de leurs effectifs se dégrade fortement. Ainsi le solde d'opinion correspondant s'établit à 1,42 point en dessous de sa moyenne de longue période. Seul l'emploi dans le secteur du tourisme est perçu à la hausse par les professionnels.



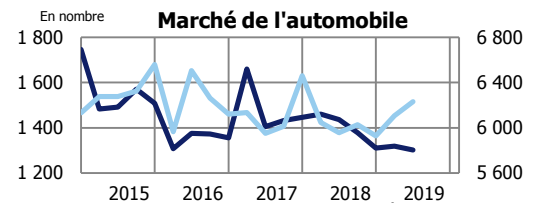
Source : ISEE, IEOM

## La consommation des ménages reste en berne

Affectée principalement par l'atonie persistante du marché de l'emploi privé, la consommation des ménages marque le pas et semble sans levier. Les immatriculations de voitures neuves s'affichent de nouveau en repli (-1,3 % sur un trimestre et -9,3 % sur un an, CVS), s'établissant à leur plus bas niveau depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2000. En revanche, le marché de l'occasion confirme son redressement avec une hausse des transferts de cartes grises de +2,1 % sur le trimestre, soit +4,6 % sur l'année (CVS).

Par ailleurs, en dépit de la faiblesse des taux d'intérêt, les ménages ont moins recours au levier du crédit : la production de crédits à la consommation, tout comme les encours de crédit à la consommation sont en net recul (respectivement -6,6 % et -1,4 % en glissement annuel).

En parallèle, la forte croissance des importations de produits alimentaires (+10,4 % sur un trimestre et +13,8 % en glissement annuel) liée à un probable effet de reconstitution des stocks (post introduction de la TGC à taux plein), tire les importations de biens de consommation non durables à la hausse (+5,0 % sur le trimestre) : elles dépassent les 16 milliards XPF pour la seconde fois de l'histoire. Pour les mêmes raisons d'effet-stock, les importations de biens de consommation durables sont également en forte augmentation (+11,3 % sur trois mois).



Sources : ISEE, DITTT

## L'investissement des entreprises résiste malgré des signes d'essoufflement

Les commandes de biens d'investissement des entreprises (+14,7 % sur un trimestre) sont soutenues par l'achat de trois nouveaux palangriers de pêche et des derniers véhicules de la flotte Néobus. Les importations de machines et d'équipements poursuivent également leur progression (+3,9 % sur un trimestre) atteignant un plus haut niveau depuis 2015.

En revanche, l'encours de crédit à l'équipement des entreprises se contracte (-1,2 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2019 et -0,9 % sur un an) et le nombre d'immatriculation de véhicules utilitaires enregistre un nouveau recul (-6,6 % par rapport au trimestre précédent).

En outre, l'attentisme semble prévaloir dans les intentions d'investir des chefs d'entreprise : selon l'enquête de conjoncture de l'IEOM, ils sont relativement moins nombreux qu'au trimestre précédent à envisager d'investir à horizon d'un an.

Du côté des ménages, le ralentissement de l'investissement dans l'immobilier se confirme. Pour le deuxième trimestre consécutif, la production locale de crédits à l'habitat baisse sensiblement (-8,6 % sur trois mois et -18,6 % sur un an) induisant une nette décélération de la croissance de l'encours des crédits à l'habitat (+6,0 % au 2<sup>e</sup> trimestre en glissement annuel, contre +8,3 % en moyenne sur les 5 trimestres précédents).

## Le déficit commercial se creuse

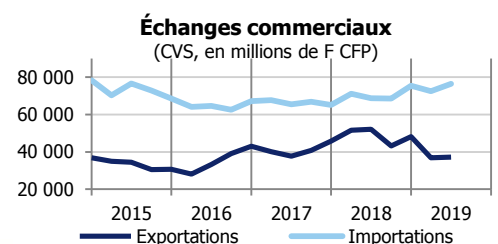
En forte baisse au 1<sup>er</sup> trimestre, du fait de la chute des exportations minières et métallurgiques (tant en volume qu'en valeur), les exportations se stabilisent au 2<sup>e</sup> trimestre à un niveau relativement faible (en deçà des 40 milliards XPF) en comparaison des niveaux record atteints en 2018 (près de 48 milliards XPF en moyenne trimestrielle).

En revanche, les importations repartent à la hausse (+5,3 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre) et atteignent leur plus haut niveau depuis 4 ans. Une progression qui s'explique notamment par l'augmentation des importations de consommation des ménages (biens durables et non durables, liée à un effet restockage, cf. supra), de biens d'investissements, et de produits énergétiques (respectivement +5,7 %, +14,7 % et +13,8 % par rapport au trimestre précédent) dans un contexte de croissance des cours pétroliers.

Au final, le déficit du solde commercial s'accroît de 3,5 milliards XPF, soit une progression de 9,9 % sur 3 mois.



Sources : ISEE, Douanes, données CVS par l'IEOM



Sources : Service des Douanes, ISEE

## Morosité dans la plupart des secteurs à l'exception du tourisme

### La production et les exportations métallurgiques se contractent sensiblement

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, les stocks mondiaux de nickel au LME poursuivent leur repli (-14 % sur un trimestre et -43,1 % en rythme annuel). Cette baisse ne s'est toutefois pas répercutée favorablement sur le cours du nickel, qui au contraire a légèrement reculé (-1,0 % sur trois mois), toujours impacté par les incertitudes concernant la croissance mondiale en lien avec la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis.

Après un 1<sup>er</sup> trimestre marqué par une activité en berne, **la production minière** s'améliore le trimestre suivant (+15,4 %), tout en restant en deçà de son niveau d'un an auparavant (-9,8 %). En revanche, le volume d'exportations augmente tant en rythme trimestriel (+48,8 %) qu'annuel (+7,2 %). En raison de cours moins avantageux, cette hausse des volumes exportés n'a toutefois pas pleinement profité aux opérateurs puisqu'en valeur, les exportations de minerai reculent sur un an (-2,2 %), tout en augmentant par rapport au trimestre précédent (+37,0 %).

Dans le sillage de l'extraction, la **production métallurgique** connaît également un recul significatif tant en rythme trimestriel (-3,2 %) qu'annuel (-18,9 %). Comme pour la production, les exportations de produits du nickel en volume enregistrent une baisse importante (-11,2 % sur un trimestre et -24,3 % sur un an) s'établissant ainsi à leur plus bas niveau depuis près de 4 ans. Elles diminuent également en valeur, tant en rythme trimestriel (-8,1 %), qu'annuel (-32,1 %), cette dernière baisse étant plus prononcée sous l'effet du fort repli des cours du nickel sur la même période.

Après 5 trimestres consécutifs de croissance, les stocks mondiaux de cobalt se contractent au 2<sup>e</sup> trimestre (-7,4 % par rapport au trimestre précédent). Une évolution qui ne s'est pas traduite par une progression du cours, lequel, au contraire poursuit son recul (-4,8 % sur un trimestre et -63,5 % sur un an). En Nouvelle-Calédonie, la **production de cobalt** continue de baisser (-39,7 % en glissement annuel), atteignant son plus bas niveau depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2015. De la même manière, les exportations reculent en volume (-23,3 % sur trois mois et -45,7 % sur un an) comme en valeur (-24,4 % sur trois mois et -76,6 % sur un an).

### Le secteur du BTP toujours à la peine

La plupart des soldes d'opinion du secteur BTP sont sensiblement dégradés, témoignant d'une conjoncture qui demeure déprimée. Les ventes de ciment se stabilisent à un niveau historiquement bas (environ 20 400 tonnes au 2<sup>e</sup> trimestre contre 25 500 tonnes en moyenne trimestrielle sur les 5 dernières années).

Néanmoins, le solde d'opinion relatif à l'activité de ce secteur se redresse sur le dernier trimestre, tout en restant sous sa moyenne de longue période. Cette orientation plus favorable s'explique par le fait que si la majorité des entreprises du secteur déclarent être confrontées à une activité sans ressort, le courant d'affaires d'une partie d'entre elles semble bénéficier d'une légère amélioration ce trimestre, probablement lié auxancements de certains chantiers d'envergure (projet Lucy de l'usine de Vale NC notamment).

En outre, de la même façon, bien que restant à des niveaux relativement dégradés (en deçà de leur moyenne de longue période), les prévisions pour le trimestre à venir sont globalement plus favorables.

### Une fréquentation touristique en hausse qui ne convainc pas les professionnels du secteur

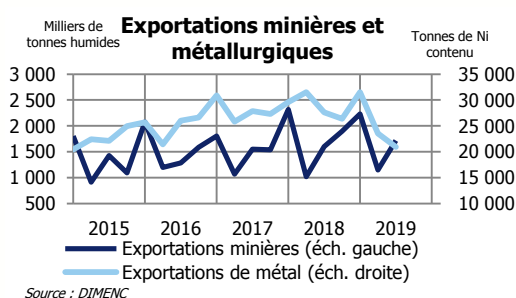
Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, 31 325 touristes ont séjourné sur le territoire, soit une hausse de 3,8 % sur trois mois (+1 147 touristes) et l'atteinte d'un niveau record. En glissement annuel, la progression de 10,0 % des arrivées de touristes (données brutes) est principalement soutenue par les visites accrues de Japonais (+33,3 % en un an) et d'Australiens (+25,8 %). La part des touristes logés dans les hôtels s'élève ce trimestre à 59,6 %, soit 3,8 pts de plus qu'à la même période en 2018. Cette fréquentation plus importante semble avoir été d'une certaine manière intégrée par les acteurs du secteur du tourisme qui, selon l'enquête anticiperaient des effectifs en hausse et une amélioration de leur trésorerie pour le trimestre à venir.

En dépit de cette progression, le regain d'optimisme des professionnels du tourisme observé au 1<sup>er</sup> trimestre 2019 semble s'être estompé au cours du second trimestre de l'année. Le solde d'opinion lié à l'activité des entreprises du secteur se détériore fortement, se plaçant bien en dessous de sa moyenne de longue période. Les professionnels sont également plus nombreux qu'au trimestre précédent à signaler une dégradation de leur trésorerie, dans un contexte de tarifs plus faibles.

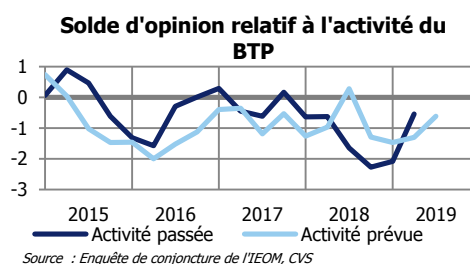
### Des tendances divergentes pour le secteur primaire

La filière de l'aquaculture de crevettes confirme le bon démarrage de sa campagne 2019. Dans un contexte de croissance de la production, les exportations sont relativement bien orientées, enregistrant une nouvelle augmentation au 2<sup>e</sup> trimestre (+13,4 % en glissement annuel, CVS), tirées notamment par le marché américain.

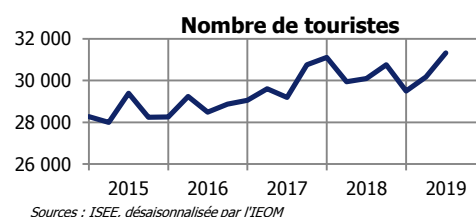
Par ailleurs, au 2<sup>e</sup> trimestre, les exportations de thons progressent (+20,2 %, CVS) bien que la campagne de pêche hauturière soit jugée plutôt moyenne par les professionnels du secteur. En revanche, la production de viande locale baisse globalement en dépit d'évolutions hétérogènes : légère augmentation pour la filière bovine (+0,7 %, CVS) compensée par un recul prononcé pour la filière porcine (-8,5 %, CVS).



Source : DIMENC



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS



Sources : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

## La conjoncture régionale et internationale

### UNE CROISSANCE DE LA REGION ASIE-PACIFIQUE MEILLEURE QUE PREVU

Dans un contexte de ralentissement du commerce mondial, la mise en place du Partenariat économique régional global (RCEP) pourrait revitaliser les échanges et la croissance de la zone **Asie-Pacifique**. La 8<sup>e</sup> réunion ministérielle de négociations, qui s'est tenue à Beijing début août marque une avancée importante et pourrait déboucher sur une signature dans un avenir proche.

Pour l'heure, les banques centrales de la région misent en priorité sur le soutien à leurs marchés intérieurs. Depuis le deuxième trimestre 2019, la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) et la Reserve Bank of Australia (RBA) ont diminué leurs principaux taux directeurs de respectivement 75 et 50 points de base. Quant à la Banque Populaire de Chine, elle a lancé début août une réforme de ses taux d'intérêt afin d'alléger le coût du crédit aux entreprises.

En **Chine**, l'activité se contracte, le PIB enregistrant sa plus faible performance depuis trente ans, +6,2 % en rythme annuel au deuxième trimestre 2019, après +6,4 % au premier trimestre. La demande intérieure ralentit en juillet, comme en atteste l'évolution des ventes de détail, +7,6 % en glissement annuel (+9,8 % en juin). La production industrielle pâtit de la guerre commerciale avec les États-Unis : sa progression n'est plus que de 4,8 % en juillet (+6,3 % en juin).

La **Nouvelle-Zélande**, pour sa part, dispose d'éléments favorables au deuxième trimestre 2019. L'évolution des prix est contenue, l'indice des prix augmentant de 1,7 % en glissement annuel, et le marché de l'emploi semble solide. Le taux de chômage est à 3,9 %, son plus bas niveau depuis juin 2008 (3,8 %). Pourtant, le pessimisme gagne le milieu des entreprises, comme en atteste l'indice de confiance du New Zealand Institute of Economic Research (NZIER), qui touche en juin 2019 son plus bas niveau depuis mars 2009.

La croissance de l'**Australie**, troisième exportateur mondial de sources d'énergie fossile derrière la Russie et l'Arabie Saoudite, pourrait être négativement impactée par l'affaiblissement de la conjoncture internationale. Sur le plan interne, en dépit de la bonne tenue de l'emploi (+41 000 emplois, CVS, en juillet), le taux de chômage se stabilise, 5,3 % en juillet (5,2 % en juin). Les salaires augmentent modestement, +0,5 % en juin par rapport au trimestre précédent, ce qui risque de peser sur la consommation des ménages.

Sources : FMI, Statistics New Zealand, Australian Bureau of Statistics, Reserve Bank of Australia, Reserve Bank of New Zealand.

### UNE CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE AU RALENTI

Suite à la montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis au cours du premier semestre 2019, les dernières perspectives mondiales du FMI ont une nouvelle fois été révisées à la baisse en juillet. La croissance mondiale devrait s'élever à 3,2 % en 2019 et à 3,5 % en 2020 (-0,1 point de pourcentage par rapport aux projections d'avril pour les deux années). La persistance des incertitudes liées au Brexit a également pénalisé l'activité alors que la montée des tensions géopolitiques (entre les États-Unis et l'Iran notamment) a favorisé la hausse des prix de l'énergie.

Aux **États-Unis**, la croissance du PIB a ralenti au deuxième trimestre 2019 pour s'établir à 0,5 % en variation trimestrielle, après une hausse de 0,8 % au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par un fléchissement de l'investissement privé et des exportations. Le FMI anticipe une croissance de 2,6 % sur l'année, soit une révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage liée à un premier trimestre meilleur que prévu.

Dans la **zone euro**, la croissance du PIB a ralenti à 0,2 % au deuxième trimestre 2019 après une hausse de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année. À fin juin, l'inflation demeure modérée (+1,3 %) tandis que le taux de chômage s'élève à 7,5 %, son plus bas niveau depuis juillet 2008. Selon les estimations du FMI, la croissance du PIB de la zone devrait ralentir à 1,3 % en 2019, contre 1,9 % en 2018, avant de rebondir à 1,6 % en 2020.

En **France**, le PIB a enregistré une croissance de 0,3 % au deuxième trimestre 2019, conservant ainsi le même rythme qu'en début d'année. L'investissement accélère sur le trimestre (+0,9 % après +0,5 %) tandis que la consommation des ménages fléchit légèrement (+0,2 % après +0,3 %). Pour l'ensemble de l'année, la Banque de France anticipe un essor du PIB de 1,3 %, inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,7 %).

Au **Japon**, le PIB a progressé de 0,4 % entre avril et juin 2019 après une hausse de 0,7 %. Si la consommation privée et l'investissement privé demeurent robustes, les exportations sont en recul. La croissance devrait s'établir à 0,9 % en 2019 (+0,8 % en 2018), principalement soutenue par les mesures budgétaires supplémentaires mises en œuvre.

Enfin, la croissance devrait ralentir à 4,1 % dans les pays émergents et en développement en 2019 (+4,5 % en 2018). Cette prévision a été revue à la baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celle d'avril, en lien notamment avec le ralentissement économique enregistré au Brésil (suite à l'incertitude concernant l'approbation de plusieurs réformes structurelles) et au Mexique (où l'investissement demeure faible et la consommation privée a ralenti). En Chine, la croissance devrait atteindre 6,2 % en 2019, soutenue par plusieurs mesures de relance.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 22 mai 2019.